



---

**Commission économique pour l'Europe****Comité de l'innovation, de la compétitivité  
et des partenariats public-privé****Quatorzième session**

Genève, 2-4 juin 2021

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**Politiques d'innovation et de compétitivité****Reconstruire en mieux : utiliser les plateformes pour  
favoriser l'échange d'informations et le progrès dans  
la transition vers une économie circulaire****Note du secrétariat****I. Introduction**

1. On trouvera dans la présente note des bonnes pratiques et des recommandations relatives à l'économie collaborative et à l'économie de plateforme mises au service du développement durable. La note s'appuie sur un webinaire organisé le 21 octobre 2020 dans le cadre des consultations informelles de l'Équipe de spécialistes des politiques d'innovation et de compétitivité de la Commission économique pour l'Europe (CEE) sur le thème : « Reconstruire en mieux : utiliser les plateformes pour favoriser l'échange d'informations et le progrès dans la transition vers une économie circulaire » dans un contexte post-COVID-19. L'examen du thème et les recommandations sont fondés sur l'expérience acquise par des gouvernements nationaux, des experts, des entrepreneurs et des organisations internationales dans le domaine de l'économie collaborative.

2. Les plateformes numériques, et plus généralement les avancées technologiques auxquelles nous assistons aujourd'hui, sont en train de transformer radicalement nos sociétés, nos manières de créer et d'échanger ce qui a de la valeur à nos yeux, et nos manières d'interagir et de gouverner. L'essor de l'Internet mobile, la connectivité toujours plus universelle à un prix toujours plus bas, les chaînes de valeur mondiales complexes, les services ciblés et en grande partie gratuits que nous utilisons déjà au quotidien, la baisse rapide des coûts de la technologie et l'économie à la tâche<sup>1</sup> sont déjà omniprésents – mais nombreux sont ceux qui pensent que ce n'est qu'un début et que des changements encore plus profonds sont à venir.

---

<sup>1</sup> L'économie à la tâche (gig economy) désigne un modèle économique dans lequel les organisations sont liées à des travailleurs indépendants par des contrats de travail à court terme et les affectent à certaines tâches, souvent via une plateforme numérique. Les estimations de la part de la population active engagée dans l'économie à la tâche varient de moins de 0,5 % à 4 %. Banque mondiale (2019). Rapport sur le développement dans le monde. Le travail en mutation. Washington, D.C.; Roland Berger, The coronavirus crisis is shining a light on the difficult situation many gig workers face, 8 avril 2020.



3. Cette évolution offre aux pays en transition de la CEE un large éventail de possibilités pour s'orienter vers un développement durable et pour résoudre ou atténuer les dilemmes auxquels bon nombre de ces pays font face pour concilier développement économique, inclusion et durabilité environnementale. Une préoccupation croissante est également de concilier la croissance économique et la réduction de la pauvreté avec l'impératif qui oblige à évoluer vers une économie de plus en plus circulaire ; autrement dit, comment augmenter la consommation et faire passer les individus pauvres à la classe moyenne tout en garantissant une utilisation durable et sans danger des ressources ?

4. En faisant une meilleure utilisation des capacités excédentaires, c'est-à-dire en nous permettant de consommer plus avec moins de produits et, par conséquent, de consommer moins de ressources et de produire moins de déchets, les plateformes numériques ont les moyens de faire considérablement augmenter la consommation durable. Elles éliminent bon nombre des obstacles qui, naguère, empêchaient beaucoup d'échanges. Généralement désignés sous le terme « coûts de transaction »<sup>2</sup>, ces obstacles sont notamment les efforts qu'il faut déployer pour faire se rencontrer l'offre et la demande, pour bénéficier du niveau de confiance nécessaire à la conclusion des transactions et pour garantir et automatiser ces transactions entre les entreprises et les consommateurs. Bien que certaines pratiques existent déjà, comme le covoiturage, les marchés en ligne, les logements partagés (*co-living*) et la location d'équipements, le potentiel est encore immense : la majorité des biens corporels, des outils électriques aux voitures en passant par les chambres d'amis, et beaucoup de compétences et de services restent la plupart du temps inutilisées.

5. L'exploitation de ce potentiel exige une action concertée qui vise à supprimer ou à réduire toute une série de contraintes. L'une de ces contraintes concerne les effets de réseau : souvent, les plateformes n'ont de valeur que si elles sont en mesure de réunir suffisamment de vendeurs (offre) et d'acheteurs (demande) en temps réel pour que les personnes en quête d'un service trouvent celui ou celle qui sera en mesure de le leur fournir au moment voulu. Une autre contrainte est la nécessité de faciliter l'échange et l'utilisation en temps réel de quantités massives de données, tout en trouvant des solutions techniques communes pour garantir la confidentialité et la sécurité de tous. L'absence d'identités numériques uniques et sécurisées entrave les transactions numériques entre consommateurs. Bien que les solutions techniques ne manquent pas, il est difficile de les rendre interopérables et universelles, surtout entre pays. La politique sociale aura un rôle important à jouer pour atténuer les effets d'une transition qui entraînera des changements dans la structure de production et sur le marché du travail et pour développer les compétences nécessaires à cette transition. Mais ce qu'il convient peut-être de souligner est qu'il est très difficile de prédire avec certitude ce qui va se passer et quelles opportunités vont se présenter – d'où la nécessité de repenser le rôle des politiques publiques et de la gouvernance et d'apprendre à agir avec souplesse afin de faire disparaître les contraintes et d'imaginer des solutions communes, y compris transfrontières.

6. La présente note explore les concepts de base et le potentiel des plateformes numériques dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (« Programme 2030 ») et, plus particulièrement, dans l'optique de la transition vers l'économie circulaire (objectif de développement durable n° 12) des pays en transition de la CEE. Elle définit l'économie de plateforme et l'économie collaborative en exposant ce qui détermine leur développement, étudie les tendances, les incidences et les difficultés des plateformes, et propose un ensemble de recommandations qui ont pour but de guider les États membres dans les efforts qu'ils déploient pour rendre possible et promouvoir l'innovation en exploitant le potentiel de l'économie de plateforme.

## II. Qu'est-ce que l'économie de plateforme ?

7. L'économie de plateforme n'est en rien nouvelle. Elle fonctionne, en gros, comme les marchés du temps de l'antique souk al-Medina dans le Croissant fertile. Ce qui est nouveau

<sup>2</sup> Chen, Rong (2019). Policy and Regulatory Issues with Digital Businesses. Policy Research Working Paper. Disponible à l'adresse : <http://documents1.worldbank.org/curated/en/675241563969185669/pdf/Policy-and-Regulatory-Issues-with-Digital-Businesses.pdf..>

en revanche, c'est que grâce à une technologie et à une connectivité largement disponibles et abordables, le nombre de produits, de services et d'activités pour lesquels ces marchés peuvent être mis à contribution a considérablement augmenté. Les plateformes numériques sont des applications et des modèles économiques fondés sur Internet, qui ont joué un rôle déterminant dans le passage à l'économie numérique dans le contexte de la quatrième révolution industrielle (ou industrie 4.0)<sup>3</sup>. En agissant comme intermédiaires et en fournissant une infrastructure pour les transactions économiques<sup>4</sup>, les plateformes ménagent de multiples possibilités d'interaction, de transaction, de consommation et de production qui étaient inconcevables il y a seulement dix ou vingt ans<sup>5</sup>.

8. Le principal moteur de l'expansion de l'économie de plateforme est la réduction substantielle des coûts de transaction due aux plateformes virtuelles. Le lauréat du prix Nobel Ronald Coase a été l'un des premiers à faire observer que les coûts de transaction étaient le critère d'arbitrage entre le recours au marché et le recours à la structure interne des organisations<sup>6</sup>, c'est-à-dire entre la décision d'acheter et celle de fabriquer soi-même. C'est la même problématique qui explique, par exemple, pourquoi nous achetons une perceuse électrique alors que nous n'allons l'utiliser qu'une ou deux fois, ou pourquoi nous allons au travail seuls dans notre voiture, alors que tant d'autres gens font le même trajet que nous : nous n'avons aucun moyen commode de louer une perceuse à un voisin ni de savoir qui va aller dans la direction de notre lieu de travail et à quel moment et si nous pouvons conclure une transaction avec cette personne en toute confiance<sup>7</sup>.

9. Les plateformes numériques réduisent ces coûts de transaction, et plus précisément les coûts imputables à la mise en rapport des vendeurs et des acheteurs, au transfert et à la fiabilité de la transaction (tableau 1)<sup>8</sup>. Le coût de la mise en relation est le coût lié à la recherche d'un propriétaire de perceuse électrique, du lieu où la perceuse se trouve, de ses caractéristiques techniques, et de la question de savoir si le propriétaire veut la louer ou la partager et à quel prix. Le coût du transfert est le coût lié au transport du produit, à l'élaboration d'un accord contractuel pour la location et au paiement. Le coût de la fiabilité ou confiance est le coût du risque que représente la conclusion d'une transaction avec une personne inconnue. Les plateformes numériques peuvent prendre en charge ces coûts de manière efficace – en mettant en correspondance l'offre et la demande potentielles en temps réel, en garantissant et en automatisant les transactions, et en garantissant un niveau de confiance suffisant grâce à des mesures qui encouragent les bons comportements, par exemple les notes. L'exemple d'Airbnb, d'abord considéré comme une idée impossible à concrétiser à grande échelle à cause de la nature de l'obstacle à surmonter, montre clairement qu'il est même possible de convaincre les gens de laisser des inconnus séjourner dans leur maison.

10. Une exploitation beaucoup plus systématique de ce potentiel pourrait être un facteur déterminant pour la transition vers une économie toujours plus circulaire. L'utilisation des capacités excédentaires devient d'autant plus intéressante et transforme d'autant plus radicalement les modes de consommation qu'elle facilite le partage et améliore ainsi

<sup>3</sup> Pianta, Mario (2019). The challenge of digitalization for firms in developing countries. Department of Policy Research and Statistics. Working paper 18/2019. Vienna: UNIDO (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel – ONUDI).

<sup>4</sup> Nations Unies (2019). Digital and Sustainable Trade Facilitation: Global Report 2019. Basé sur l'Enquête mondiale des Nations Unies sur la facilitation du commerce numérique et durable. <https://www.unescap.org/sites/default/d8files/knowledge-products/UNtfsurvey%20global%20report%202019.pdf>.

<sup>5</sup> CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2019). Rapport sur l'économie numérique 2019 – Création et captation de valeur : incidences pour les pays en développement. Genève.

<sup>6</sup> Coase, Ronald H. (1937). The Nature of the Firm.

<sup>7</sup> Munger, Michael (2015). Coase and the "sharing economy", pp. 187-208. Disponible à l'adresse : <https://iea.org.uk/wp-content/uploads/2016/07/Coase-interactive.pdf>.

<sup>8</sup> Munger, Michael (2020), Platforms: Perils and Promise, Institute of Economic Affairs (IEA).

l'efficacité et la durabilité<sup>9</sup>, conformément à l'objectif de développement durable n° 12<sup>10</sup> et aux principes de l'économie circulaire – consommer plus en produisant moins<sup>11</sup>. Ainsi, si des articles comme les perceuses électriques, que la plupart des ménages n'utilisent que de loin en loin, pouvaient être proposés en tant que service, la demande de ces articles pourrait diminuer de 90 % au moins<sup>12</sup>. La consommation augmenterait car les coûts de transaction seraient plus faibles, et la production diminuerait, mais l'intérêt serait alors de fabriquer des produits plus durables<sup>13</sup>.

11. Les plateformes – et la technologie en général – sont importantes aussi pour la résilience économique et sociale face à des événements tels que la pandémie de COVID-19, car elles permettent de maintenir l'activité économique en réduisant le besoin d'interaction physique<sup>14</sup>.

**Tableau 1 : Trois composantes des coûts de transaction abordées par l'économie de plateforme<sup>15</sup>**

*Les plateformes en ligne réduisent les coûts de transaction par les moyens suivants :*

Mise en relation	Fournit des informations utiles sur 1) le lieu où le produit ou le service se trouvent, et 2) l'identité de la personne qui offre le produit ou le service.
Transfert	Facilite l'échange et le paiement du produit ou du service.
Confiance	Garantit l'intégrité de la transaction entre les parties et la fiabilité des termes du contrat d'échange.

Source : UNECE.

### III. Tendances et incidences de l'économie de plateforme

12. L'économie de plateforme se développe rapidement dans le domaine des transactions de pair à pair (P2P), d'entreprise à entreprise (B2B) et d'entreprise à consommateur (B2C). Ces transactions concernent non seulement les produits ou les biens corporels, comme les outils électriques, les déchets alimentaires, le logement ou l'autopartage, mais aussi des biens incorporels comme les compétences et la main-d'œuvre, par exemple la délocalisation des systèmes de gestion, les services aux personnes ou l'enseignement à distance, et la finance P2P, comme le financement participatif.

13. La valeur de l'économie de plateforme augmente rapidement. En 2017, la valeur totale des entreprises de plateforme s'élevait à 7 000 milliards de dollars, soit une hausse de 67 %

<sup>9</sup> Rinne, April. What exactly is the sharing economy? World Economic Forum (WEF), 13 décembre 2017. Disponible à l'adresse : <https://www.weforum.org/agenda/2017/12/when-is-sharing-not-really-sharing/>.

<sup>10</sup> Objectif de développement durable n° 12 : Établir des modes de consommation et de production durables.

<sup>11</sup> ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le développement industriel) (2019). Rapport sur le développement industriel 2020 – L'industrialisation à l'ère numérique : Vue d'ensemble.

<sup>12</sup> Munger, Michael (2015). Coase and the "sharing economy", pp. 187-208. Disponible à l'adresse : <https://iea.org.uk/wp-content/uploads/2016/07/Coase-interactive.pdf>.

<sup>13</sup> Une place plus importante faite à l'économie de plateforme présente des risques pour la durabilité environnementale, notamment (1) la consommation importante de ressources pour la production des appareils électroniques, (2) l'augmentation des déchets électroniques, (3) l'augmentation de la consommation d'énergie pour la collecte, la transmission, le stockage et le traitement des données, et (4) l'augmentation du transport de colis. Ces risques n'ont pas été abordés pendant le webinaire et sortent donc du cadre de la présente note.

<sup>14</sup> White, Phil. How digital platforms are helping us manage through the coronavirus, Platform Value, 9 avril 2020. Disponible à l'adresse : <https://platformvaluenow.org/signals/how-digital-platforms-are-helping-us-manage-through-the-coronavirus/>.

<sup>15</sup> CEE, d'après des définitions fournies dans Munger, Michael (2020). Platforms : Perils and Promise, Institute of Economic Affairs (IEA).

par rapport à 2015<sup>16</sup>. Selon PwC, sept des huit premières sociétés par capitalisation boursière en 2020 fournissent leurs services via des plateformes ; ces sociétés sont Apple Inc., Microsoft, Amazon.com, Alphabet (Google), Facebook Inc., Tencent et Alibaba<sup>17</sup>. L'économie de plateforme enregistre également une croissance à deux chiffres, par exemple, en Fédération de Russie, qui affichait un chiffre d'affaires de 7,8 milliards de dollars en 2018, principalement dans le segment des services de consommateur à consommateur (C2C). Les services d'autopartage et de covoiturage connaissent une croissance exponentielle dans les grandes villes, où les places de stationnement sont rares et les niveaux de pollution souvent élevés<sup>18</sup>.

14. Outre le potentiel qu'elles ont de favoriser la transition vers l'économie circulaire, les plateformes ouvrent de nombreuses perspectives sociales et économiques. Le niveau de salaire modéré et le niveau d'éducation élevé qui caractérisent les pays en transition de la CEE devraient permettre à leurs habitants de trouver un emploi et de tester leurs idées entrepreneuriales plus facilement qu'avant.

15. Cette transformation ne sera toutefois pas automatique. La rente du consommateur peut ne pas être entièrement reflétée dans le PIB et, à mesure que la demande de produits physiques diminue, de nombreuses activités manufacturières existantes seront mises sous pression. La nature et l'ampleur de la demande de main-d'œuvre évoluant selon la transformation de l'activité économique et la prime à la compétence augmentant – ce qui renforce les tendances déjà observées –, les inégalités risquent de se creuser, du moins à court terme. L'inégalité entre les pays augmentera, les biens incorporels tendant à se concentrer dans les pays en développement.

16. Il est donc impératif que les États membres de la CEE, en particulier ceux dont l'économie est en transition, se mobilisent sur deux fronts. Premièrement, ils doivent créer un environnement propice à l'essor des plateformes, et pour ce faire : investir dans l'infrastructure des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour garantir la connectivité universelle à un prix abordable ; adapter ou simplifier les règles du jeu<sup>19</sup> ; renforcer les compétences nécessaires, y compris dans les groupes défavorisés, afin de combler le fossé numérique ; travailler avec les parties prenantes et avec d'autres pays afin de trouver des solutions pour l'échange de données, le commerce de services, les systèmes de paiement et la protection des consommateurs et des investisseurs. Deuxièmement, ils doivent rendre possible et encourager l'expérimentation d'idées nouvelles sur la construction et l'exploitation de plateformes – en d'autres termes, faciliter l'innovation. Compte tenu du résultat incertain de ces actions – nul ne sait ce qui va se passer, quelles règles et normes il convient d'appliquer, et quelles compétences seront nécessaires – les pays doivent se montrer beaucoup plus souples dans la façon d'établir les règles et dans le soutien qu'ils apportent aux initiatives. L'objectif des États doit être clair : jouer un rôle de catalyseur et faire en sorte que l'expérimentation sorte gagnante.

17. Face à cet enjeu, le programme russe « Économie numérique 2024 »<sup>20</sup> encourage les investissements d'infrastructure, l'entrepreneuriat numérique et l'administration en ligne. La

<sup>16</sup> CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). Global efforts needed to spread digital economy benefits, UN report says, 4 septembre 2019. <https://unctad.org/news/global-efforts-needed-spread-digital-economy-benefits-un-report-says>.

<sup>17</sup> PwC (2020). Global Top 100 companies by market capitalisation, juillet (mise à jour). Disponible à l'adresse : <https://www.pwc.com/gx/en/audit-services/publications/assets/global-top-100-companies-june-2020-update.pdf>.

<sup>18</sup> Revinova, Svetlana, Svetlana Ratner, Inna Lazanyuk et Konstantin Gomonov (2020). Sharing Economy in Russia: Current Status, Barriers, Prospects and Role of Universities, *Sustainability*, Vol. 12, No. 4855, pp.1-23.

<sup>19</sup> Une réglementation inclusive, qui s'appuie sur une définition large de l'économie à la tâche et de l'économie collaborative, peut favoriser la formalisation des entreprises tout en laissant la place à l'innovation et au changement. Le fait d'être enregistrées et d'être reconnues officiellement aide les nouvelles entreprises des pays émergents à établir leur légitimité et facilite ainsi leur accès au financement et aux assurances. Monique Retamal, Research Principal, Institute for Sustainable Futures, University of Technology Sydney.

<sup>20</sup> Économie numérique 2024 de la Fédération de Russie 2024 : <https://digital.ac.gov.ru/>.

Finlande a été la première à élaborer une feuille de route dédiée à l'économie de plateforme dans le cadre de sa stratégie en faveur du numérique<sup>21</sup> et de ses plans pour le développement économique urbain<sup>22</sup>. Des mesures concertées sont prévues pour établir clairement la propriété des données et faciliter l'échange, la sécurité et la confidentialité de ces données, et appuyer un éventail de plateformes dans tous les secteurs et dans toute la société. La Suède a pris des mesures significatives pour adapter la politique sociale et éducative à la dynamique et aux besoins de l'économie de plateforme – en particulier elle a dissocié l'affiliation à un régime de sécurité sociale de l'emploi chez certains types d'employeurs pour répondre à l'essor de l'économie à la tâche<sup>23</sup> et protéger les travailleurs vulnérables.

**Tableau 2 : Deux impératifs justifiant l'appui en faveur de l'économie de plateforme<sup>24</sup>**

*Pour appuyer la croissance de l'économie de plateforme, il convient surtout de :*

Bâtir un environnement propice	Pour garantir une connectivité universelle d'un prix abordable en ajustant les contraintes réglementaires.
Encourager les parties prenantes à tester leurs idées.	Rendre possible et promouvoir l'innovation, à savoir l'expérimentation de nouvelles idées de plateformes pour créer de la valeur.

Source : UNECE.

#### IV. Mettre l'économie de plateforme au service du développement durable – principales difficultés

18. On énumère ci-après quelques-unes des difficultés qui sont susceptibles d'empêcher les pays d'exploiter le potentiel de l'économie de plateforme et de faire en sorte qu'elle contribue largement à la réalisation des objectifs du Programme 2030 :

a) **Les plateformes ont besoin d'un volume critique d'offre et de demande à un moment donné, ainsi que d'inclusion numérique.** Les effets de réseau, ou le problème de la « poule et de l'œuf », renvoient à la nécessité pour les plateformes de disposer d'une certaine masse critique d'acheteurs et de vendeurs afin de fonctionner correctement et d'offrir les avantages résultant du partage, alors que pour ces mêmes acheteurs et vendeurs, elles ont besoin d'afficher un succès avéré. Ces conditions sont difficiles à réunir pour les entrepreneurs individuels et limitent souvent le champ d'action aux zones densément peuplées, restreignant le marché des plateformes aux grandes zones urbaines.

b) **La réduction de la « fracture numérique » est une composante essentielle du développement inclusif de l'économie de plateforme.** À l'intérieur des pays comme entre eux, il existe des différences importantes en ce qui concerne les revenus, l'égalité des sexes, la qualité et les prix de la connexion à Internet, ainsi que le niveau d'éducation et de culture numérique. Ces facteurs sont à l'origine d'une fracture numérique – de fortes inégalités dans l'accès aux TIC et aux services qu'elles rendent possibles – qui entrave le développement de l'économie de plateforme<sup>25</sup>. À titre d'exemple, en 2019, 87 % des habitants des pays développés auraient utilisé Internet, contre seulement 19 % dans les pays

<sup>21</sup> <https://www.businessfinland.fi/globalassets/finnish-customers/news/events/2018/zhejiang-seminar-presentations/3.-klemettinen-mika-digitalization.pdf>.

<sup>22</sup> Anttiroiko, Ari-Veikko, Markus Laine et Henrik Lönnqvist (2020). City as a Growth Platform: Responses of the Cities of Helsinki Metropolitan Area to Global Digital Economy. Urban Science.

<sup>23</sup> L'économie à la tâche (gig economy) désigne un modèle économique dans lequel les organisations sont liées à des travailleurs indépendants par des contrats de travail à court terme et les affectent à certaines tâches, souvent via une plateforme numérique.

<sup>24</sup> Source CEE.

<sup>25</sup> Stoiciu, Andreea, Le rôle de la cyberadministration dans la réduction de la fracture numérique, Nations Unies. <https://www.un.org/fr/chronicle/article/le-role-de-la-cyberadministration-dans-la-reduction-de-la-fracture-numerique>.

les moins avancés<sup>26</sup>, laissant la moitié de la population mondiale non connectée<sup>27</sup>. Comblent la fracture numérique en garantissant l'égalité d'accès et d'utilisation des TIC et des technologies numériques permettrait de doter les individus des ressources et des capacités nécessaires pour innover et créer dans le cadre de l'économie de plateforme.

c) **Les réglementations sont souvent l'expression d'un immobilisme et inhibent ou empêchent l'innovation.** Les réglementations héritées du passé et les intérêts économiques bien ancrés empêchent souvent la mise à l'essai de nouveaux procédés et modèles commerciaux nécessaires pour innover. Le moteur des plateformes est l'entrepreneuriat d'innovation – des individus qui font des essais pour voir ce qui marche. C'est une entreprise assez complexe, car l'innovation n'est pas seulement risquée, elle a aussi besoin que soient réunies un certain nombre de conditions essentielles souvent encore inexistantes, même dans les pays avancés, tels que les règles, les habitudes et l'infrastructure (numérique), qui sont indispensables à l'activité informatique et à la formation des réseaux sur la base desquels les plateformes sont créées et au sein desquels elles opèrent<sup>28</sup>. Ces conditions ne sont pas seulement créatrices d'emplois et de valeur, elles sont aussi le moyen pour d'autres entrepreneurs de trouver de nouvelles façons de créer, eux aussi, de la valeur. Les contraintes réglementaires tiennent souvent à une méconnaissance des besoins concrets des entrepreneurs de plateformes, et des consultations associant toutes les parties prenantes concernées doivent avoir lieu pour formuler correctement les politiques qui contribueront à leur croissance.

d) **Pour que l'économie de plateforme prospère, la sécurité des données, le respect des normes relatives aux données et la confidentialité des données doivent être garantis.** La possibilité de collecter des données utiles en temps réel, de les échanger et d'y accéder est essentielle pour tous les modèles économiques basés sur l'économie de plateforme. Dans le même temps, la question de savoir à qui ses données peuvent être communiquées en toute confiance, et plus précisément comment utiliser les processus et les systèmes numériques innovants, tels que les contrats intelligents, pour rendre le transfert de données plus efficace, est déterminante.

e) **L'économie de plateforme verra souvent apparaître des plateformes dominantes et des monopoles partiels dont le bon fonctionnement repose sur cette puissance – d'où la nécessité de mettre au point de nouvelles approches pour garantir une concurrence adéquate.** Les plateformes représentant une part importante des valorisations boursières, le problème se pose de la gestion de leur pouvoir. Cette problématique est inhérente à la dynamique des plateformes : Google, par exemple, doit son succès à sa domination sur le marché des moteurs de recherche notamment et à son accès à un volume gigantesque de données utiles. Toutefois, les méthodes classiques telles que le recours à la réglementation des prix et aux règles antimonopoles affaiblirait les gains sociaux tirés des activités de Google, comme l'existence d'algorithmes de recherche efficaces et de plateformes ouvertes aux entreprises ; de fait, les nombreuses tentatives visant à soumettre ces monopoles se sont révélées inefficaces ou préjudiciables.

f) **Les plateformes renforcent l'importance des actifs incorporels, souvent accumulés dans les pays développés – ce qui soulève des préoccupations en matière d'égalité et d'inclusion.** L'économie de plateforme est fortement concentrée dans deux pays : les États-Unis et la Chine qui comptent 90 % de la capitalisation boursière des 70 plus grandes plateformes numériques du monde. En ce qui concerne les progrès dans le domaine des technologies numériques, le reste du monde (y compris les pays avancés de l'UE), et en particulier l'Afrique et l'Amérique latine, est très en retard, et le marché est très fortement

<sup>26</sup> Nations Unies, Digital Divide 'a Matter of Life and Death' amid COVID-19 Crisis, Secretary-General Warns Virtual Meeting, Stressing Universal Connectivity Key for Health, Development, 11 juin 2020. <https://www.un.org/press/en/2020/sghsm20118.doc.htm>.

<sup>27</sup> UNESCAP (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique). Measuring the Digital Divide in the Asia Pacific Region for the United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP). Asia-Pacific Information Superhighway (AP-IS) Working Paper Series.

<sup>28</sup> Constantinides, Panos, Ola Henfridsson et Geoffrey Parker (2018). Digital Infrastructure and Platforms. *Information Systems Research*. <https://ide.mit.edu/sites/default/files/publications/ISR%202018%20Constantinides%20Henfridsson%20Parker%20Editorial.pdf>.

concentré sur quelques plateformes numériques mondiales seulement. Si l'économie collaborative peut apporter des avantages aux consommateurs de pays affichant des niveaux de développement divers, les pays en développement et les pays en transition doivent néanmoins veiller à créer un environnement réglementaire et politique adéquat et à investir dans des infrastructures physiques qui permettent à l'économie de plateforme de prospérer et de bénéficier à la société et à l'environnement ; parallèlement, ils doivent combattre les effets potentiellement négatifs de cette économie<sup>29,30</sup>.

## V. Bonnes pratiques et recommandations

19. Compte tenu de la dynamique de l'économie de plateforme et des obstacles auxquels elle se heurte, l'innovation n'est pas importante seulement dans le secteur privé ; elle l'est aussi dans le secteur public, et les gouvernements doivent adopter des politiques et des mesures qui leur permettent de fixer les règles du jeu. On trouvera ci-après quelques-unes des recommandations issues du dialogue de la CEE sur ce sujet :

a) **S'orienter vers une gouvernance dynamique, qui soit dotée de la souplesse nécessaire et qui prenne les mesures d'incitation voulues pour faciliter et promouvoir systématiquement l'innovation.** Il est très important que le cadre réglementaire soit suffisamment souple pour qu'il soit possible de tester plusieurs dispositifs propres à atteindre les objectifs réglementaires sous-jacents plutôt que de fixer des normes techniques qui limiteraient l'innovation. Dans les limites de certaines contraintes, ce modèle devrait permettre de tester des solutions nouvelles à des problèmes nouveaux qui peuvent se situer hors du champ d'application des dispositifs et des règles existants. D'une manière générale, le fait de faciliter l'innovation tout en mettant en place les moyens d'adapter les règles et de compenser les perdants à court terme donnera de meilleurs résultats sur la durée.

b) **Appuyer et guider les entreprises afin qu'elles utilisent les plateformes pour s'adapter à la transition vers une économie toujours plus circulaire et en bénéficier, conformément à l'objectif de développement durable n° 12.** La circularité économique et la consommation durable exigent une refonte des pratiques commerciales existantes, qui doivent être transformées pour donner une forme effective à des processus opérationnels durables nouveaux. Les systèmes basés sur des plateformes qui, en réduisant le gaspillage tout au long de la chaîne de valeur, améliorent l'efficacité logistique, sont particulièrement importants<sup>31</sup>.

c) **Encourager les investissements dans les infrastructures numériques afin de garantir une connectivité universelle, abordable et fiable et des normes interopérables, telles que l'identité numérique sécurisée.** Il est essentiel – et réalisable, compte tenu des tendances actuelles et des technologies 5G et autres – d'assurer un accès universel, abordable et à haut débit à Internet. L'administration en ligne est importante, non seulement pour améliorer les services publics et créer des effets d'entraînement, mais aussi pour développer des éléments jugés essentiels tels que l'identité numérique sécurisée qui peut être utilisée pour valider les contrats et les transactions sur les plateformes. Les gouvernements pourraient explorer et piloter différentes solutions techniques, telles que la technologie de la chaînes de blocs, pour normaliser, échanger et rendre anonymes les données et utiliser des contrats intelligents. Cette démarche est importante pour les pays en transition, qui risquent autrement de prendre du retard.

d) **Fournir un soutien ciblé aux entreprises innovantes, qui présentent un fort potentiel de croissance, assorti d'effets d'entraînement très prometteurs.** Au

<sup>29</sup> CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement). Global efforts needed to spread digital economy benefits, UN report says, 4 septembre 2019.

<https://unctad.org/news/global-efforts-needed-spread-digital-economy-benefits-un-report-says>.

<sup>30</sup> DESA (Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies). Frontier Technology Quarterly: Does the sharing economy share or concentrate? 18 février 2020.

<sup>31</sup> Retamal, Monique (2017). Product-service systems in Southeast Asia: Business practices and factors influencing environmental sustainability. *Journal of Cleaner Production*. No. 143, pp. 894–903. <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2016.12.032>.

Bélarus, EPAM, la première entreprise du pays à avoir fait le pari d'exporter des services informatiques, a été à l'origine d'énormes gains pour la société : elle a provoqué l'essor d'un nouveau secteur dynamique et fait en quelques années du Bélarus l'un des premiers centres européens de services externalisés. Il est important de promouvoir les idées capables de déclencher une dynamique similaire, sans quoi le risque immense auquel le premier arrivant s'expose empêchera le plus souvent toute tentative d'expérimentation<sup>32</sup>.

e) **Développer systématiquement les compétences et les capacités adéquates.**

Il convient de multiplier les formations à l'entrepreneuriat dans les programmes universitaires et les cours de recyclage des adultes, en particulier ceux qui risquent le chômage, et de promouvoir et, au besoin, de subventionner la formation de la main-d'œuvre pour surmonter les externalités de l'apprentissage.

f) **Tester différentes approches de la politique de concurrence, en imposant des contraintes adéquates qui n'inhibent pas l'innovation.** Les effets de réseau conduiront à la création de monopoles et de duopoles capables de fournir l'agrégation dont l'économie collaborative a besoin. Ces plateformes offrent aussi un éventail de possibilités qui n'auraient pas existé sans elles, comme on l'a vu durant les dernières décennies.

g) **Réformer la politique sociale afin de soutenir les personnes vulnérables aux changements économiques, comme les travailleurs peu qualifiés de l'économie à la tâche.** Étant donné que la prime à la compétence continuera d'augmenter, la politique sociale doit faire en sorte qu'il soit possible de poursuivre l'expérimentation de modèles nouveaux en maintenant le filet de sécurité pour protéger les plus vulnérables et en rendant les régimes de sécurité sociale moins dépendants de l'emploi fixe. Les mesures doivent être liées à des investissements en faveur de programmes de reconversion qui réorienteront les travailleurs déplacés par la transformation économique et les formeront en fonction des nouveaux besoins du marché du travail.

h) **Suivre de très près l'évolution de l'économie collaborative dans la statistique et la recherche publiques et adapter les politiques et les mesures d'appui en conséquence.** De nombreux pays de la CEE ne collectent ni n'utilisent systématiquement les données relatives à l'économie de plateforme pour étayer leurs décisions politiques. Pour exercer une gouvernance suffisamment souple, il est essentiel de veiller à ce que l'aide publique et la réglementation reposent sur des données solides et actualisées concernant les tendances, les contraintes et les perspectives. La collecte et, surtout, l'utilisation qui est faite de ces données sont essentielles pour savoir si les interventions publiques sont efficaces et jouent un rôle catalyseur et si elles atteignent leurs objectifs et, si tel n'est pas le cas, pour déterminer ce qui pourrait être fait.

i) **S'engager, dans le cadre de mécanismes intergouvernementaux et d'autres réseaux, avec d'autres pays dans l'expérimentation et l'élaboration de solutions et de normes efficaces.** Les domaines d'action auxquels il serait peut-être nécessaire de prêter une attention particulière sont l'état de préparation au numérique, le renforcement de l'innovation et de l'entrepreneuriat, la numérisation des petites et moyennes entreprises, les politiques relatives aux données, les politiques de concurrence, les politiques fiscales et les politiques de l'emploi, ainsi que les politiques d'aide à la coopération internationale. La numérisation étant un phénomène mondial qui dépasse les frontières nationales, il est nécessaire d'adopter des politiques de portée nationale, régionale et

<sup>32</sup> La CEE élabore actuellement un manuel sur le soutien à apporter aux entreprises innovantes à forte croissance de la sous-région de l'Europe orientale et du Caucase du Sud, qui recense les meilleures pratiques et énonce des recommandations pour la conception de mécanismes de soutien efficaces en faveur des petites et moyennes entreprises. Les conclusions qui figurent dans le manuel sont fondées sur les webinaires organisés avec des responsables gouvernementaux, des parties prenantes et des experts de la sous-région en septembre 2020. En mars 2021, la CEE a organisé des formations en ligne pour les parties prenantes de la sous-région de l'Europe orientale et du Caucase du Sud afin d'appuyer encore le renforcement des capacités et d'apporter des informations sur les politiques d'innovation et d'entrepreneuriat. <https://unece.org/innovation/news/innovative-high-growth-enterprises-are-key-sustainable-economic-development-and>.

internationale<sup>33</sup>. La Finlande fait figure de pionnier à cet égard, en suivant les bonnes pratiques des pays dans l'établissement de la feuille de route stratégique pour les plateformes et l'économie collaborative.

---

---

<sup>33</sup> CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2019). Rapport sur l'économie numérique 2019 – Création et captation de valeur : incidences pour les pays en développement. Genève.